

HB
transmis par mail
le 20/05



Holding Communal S.A. en liquidation

R



C-W1-L8

010541288500452621220299255095

20

Mesdames et Messieurs Les Bourgmestre et Echevins
de et à
1400 NIVELLES

Ville de Nivelles

20 MAI 2020

Secrétariat

Bruxelles, 18 mai 2020

RECOMMANDÉ

CONVOCATION A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 24 JUIN 2020

Mesdames,
Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous inviter à l'**Assemblée générale** des actionnaires du Holding communal S.A. – en liquidation, qui se tiendra le **mercredi 24 JUIN 2020** à 14h00 de manière électronique, et dont l'ordre du jour est joint à la présente.

Nous vous prions de trouver ci-joint :

- l'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires du Holding Communal SA – en liquidation, qui se tiendra le 24 juin 2020 ;
- les comptes annuels pour la période du 01.01.2019 au 31.12.2019 ;
- le rapport annuel des liquidateurs pour la période du 01.01.2019 au 31.12.2019, incluant la description de l'état d'avancement de la liquidation et les raisons pour lesquelles cette dernière n'a pas encore pu être clôturée ;
- le rapport de contrôle du commissaire du Holding Communal SA – en liquidation pour la période du 01.01.2019 au 31.12.2019 ;
- le formulaire de procuration.

Attention: conformément à la réglementation légale en la matière, tous les points de l'ordre du jour, sont communiqués à titre purement indicatif lors de l'Assemblée Générale. Ils ne seront donc soumis à aucun vote.



Holding Communal S.A. en liquidation

AVERTISSEMENT COVID-19

En raison de la crise exceptionnelle dans laquelle nous nous trouvons et étant donné que les liquidateurs du Holding Communal ne peuvent garantir que les précautions nécessaires face à la pandémie du Covid-19 pourront être respectées efficacement au cours d'une assemblée physique, les liquidateurs se voient contraints d'organiser l'assemblée générale du Holding Communal par vidéoconférence, et ce, en respect de l'AR n°4 du 9 avril 2020 et tel que prolongé par l'AR du 28 avril 2020. L'assemblée générale ne se déroulera donc pas de manière physique mais **uniquement par vidéoconférence**.

Comme chaque année, nous demandons aux actionnaires qui seront présents de nous remettre leur procuration à l'avance. Étant donné que l'assemblée générale aura lieu par vidéoconférence, il convient également d'**indiquer l'adresse e-mail du mandataire** sur chaque procuration. Nous enverrons les instructions pour la participation à l'assemblée générale électronique uniquement sur cette adresse e-mail.

Nous insistons sur le fait que, malgré ces règles d'organisation spécifiques, le droit des actionnaires de poser des questions est garanti. Cependant, nous encourageons les actionnaires à **poser leurs questions à l'avance** dans la mesure du possible, tout en garantissant qu'il sera également possible de poser des questions pendant l'assemblée le cas échéant.

Veuillez nous faire parvenir la procuration ci-jointe dûment complétée et signée au plus tard pour le 17 juin 2020 à l'adresse email suivante : aghc@quinz.be. Pour des raisons de prudence, nous demandons spécifiquement que les procurations ne soient pas envoyées par courrier postal, ni même par recommandé.

En vue d'assurer un bon déroulement de l'assemblée, nous vous saurions gré de nous transmettre à l'avance vos questions éventuelles à l'adresse email suivante : aghc@quinz.be.

Nous vous prions de croire, Mesdames, Messieurs, à l'expression de notre considération distinguée,
Le collège des liquidateurs,

KPMG Réviseurs d'Entreprises SCRL
Liquidateur
Joris MERTENS
Représentant permanent

QUINZ SCRL
Liquidateur
Bart LINTERMANS
Représentant permanent

ORDRE DU JOUR
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU
HOLDING COMMUNAL SA - EN LIQUIDATION
LE 24 JUIN 2020

- 1. Examen des travaux des liquidateurs pour la période du 01.01.2019 au 31.12.2019**
- 2. Examen des comptes annuels pour la période du 01.01.2019 au 31.12.2019 par les liquidateurs**
- 3. Examen du rapport annuel des liquidateurs pour la période du 01.01.2019 au 31.12.2019, y compris la description de l'état d'avancement de la liquidation et les raisons pour lesquelles cette dernière n'a pas encore pu être clôturée.**
- 4. Examen du rapport du commissaire sur les comptes annuels pour la période du 01.01.2019 au 31.12.2019**
- 5. Questions**

40				1	EUR	
NAT.	Date du dépôt	N° 0203211040	P.	U.	D.	C 1

**COMPTES ANNUELS ET AUTRES DOCUMENTS À
DÉPOSER EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS**

DONNÉES D'IDENTIFICATION (à la date du dépôt)

DÉNOMINATION: **Holding Communal**

Forme juridique: **SA (in liquidation)**

Adresse: **Avenue Des Arts**

N°: **56 , boîte 4C**

Code postal: **1000**

Commune: **Bruxelles-Ville**

Pays: **Belgique**

Registre des personnes morales (RPM) – Tribunal de l'entreprise de **Bruxelles, néerlandophone**

Adresse Internet: ¹

Numéro d'entreprise **0203211040**

DATE **10/02/2010** du dépôt de l'acte constitutif OU du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts.

COMPTES ANNUELS **EN EUROS (2 décimales)** ²

soumis à l'assemblée générale du

et relatifs à l'exercice couvrant la période du

1/01/2019

au

31/12/2019

Exercice précédent du

1/01/2018

au

31/12/2018

Les montants relatifs à l'exercice précédent sont / ~~ne sont pas~~ ³ identiques à ceux publiés antérieurement

Nombre total de pages déposées: **37**

Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans objet: 6.1, 6.2.1, 6.2.2, 6.2.4, 6.2.5, 6.3.1, 6.3.2, 6.3.3, 6.3.4, 6.3.5, 6.3.6, 6.4.1, 6.4.2, 6.4.3, 6.5.2, 6.7.2, 6.15, 6.17, 6.18.2, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16

Signataire
(nom et qualité)
KMPG Réviseurs d'entreprises
Liquidateur

Signataire
(nom et qualité)
Quinz
Liquidateur

¹ Mention facultative.

² Au besoin, adapter la devise et l'unité dans lesquelles les montants sont exprimés.

³ Biffer la mention inutile.

Ce compte annuel ne concerne pas une société soumise aux dispositions du nouveau Code des sociétés et associations du 23 mars 2019.

**LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES
ET DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE
VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE****LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES**

LISTE COMPLÈTE avec mention des nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de l'entreprise

Quinz SCRL 0837.393.773

Medialaan 28, boîte B, 1800 Vilvoorde, Belgique

Fonction : Liquidateur

Mandat : 7/12/2011

Représenté par :

1. Allemeersch Benoit
Medialaan 28 , boîte B, 1800 Vilvoorde, Belgique
Avocat
2. Lintermans Bart
Medialaan 28 , boîte B, 1800 Vilvoorde, Belgique
Avocat

KPMG Bedrijfsrevisoren SCRL 0419.122.548

Luchthaven Brussel Nationaal 1K, 1930 Zaventem, Belgique

Fonction : Liquidateur

Mandat : 7/12/2011

Représenté par :

1. Mertens Joris
Sluysweg 2 , boîte 8, 9000 Gent, Belgique
Réviseur d'entreprises

PWC Bedrijfsrevisoren SRL 0429.501.944

Woluwe garden 18, 1932 Sint-Stevens-Woluwe, Belgique

Fonction : Commissaire, Numéro de membre : B00009

Mandat : 26/06/2019- 29/06/2022

Représenté par :

1. Joos Gregory
Woluwe garden 18 , 1932 Sint-Stevens-Woluwe, Belgique
Réviseur d'entreprises, Numéro de membre : A02025

DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE

L'organe de gestion déclare qu'aucune mission de vérification ou de redressement n'a été confiée à une personne qui n'y est pas autorisée par la loi, en application des articles 34 et 37 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

Les comptes annuels ~~ont~~ / n'ont pas * été vérifiés ou corrigés par un expert-comptable externe, par un réviseur d'entreprises qui n'est pas le commissaire.

Dans l'affirmative, sont mentionnés dans le tableau ci-dessous: les nom, prénoms, profession et domicile; le numéro de membre auprès de son institut et la nature de la mission:

- A. La tenue des comptes de l'entreprise **,
- B. L'établissement des comptes annuels **,
- C. La vérification des comptes annuels et/ou
- D. Le redressement des comptes annuels.

Si des missions visées sous A. ou sous B. ont été accomplies par des comptables agréés ou par des comptables-fiscalistes agréés, peuvent être mentionnés ci-après: les nom, prénoms, profession et domicile de chaque comptable agréé ou comptable-fiscaliste agréé et son numéro de membre auprès de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés ainsi que la nature de sa mission.

Nom, prénoms, profession, domicile	Numéro de membre	Nature de la mission (A, B, C et/ou D)

* Biffer la mention inutile.

** Mention facultative.

COMPTES ANNUELS

BILAN APRÈS RÉPARTITION

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIF				
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT	6.1	20	_____	_____
ACTIFS IMMOBILISÉS		21/28	_____	_____
Immobilisations incorporelles	6.2	21		
Immobilisations corporelles	6.3	22/27		
Terrains et constructions		22		
Installations, machines et outillage		23		
Mobilier et matériel roulant		24		
Location-financement et droits similaires		25		
Autres immobilisations corporelles		26		
Immobilisations en cours et acomptes versés		27		
Immobilisations financières	6.4 / 6.5.1	28		
Entreprises liées	6.15	280/1		
Participations		280		
Créances		281		
Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	6.15	282/3		
Participations		282		
Créances		283		
Autres immobilisations financières		284/8		
Actions et parts		284		
Créances et cautionnements en numéraire		285/8		

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIFS CIRCULANTS		29/58	<u>175.984.431,73</u>	<u>215.041.574,64</u>
Créances à plus d'un an		29		
Créances commerciales		290		
Autres créances		291		
Stocks et commandes en cours d'exécution		3		
Stocks		30/36		
Approvisionnements		30/31		
En-cours de fabrication		32		
Produits finis		33		
Marchandises		34		
Immeubles destinés à la vente		35		
Acomptes versés		36		
Commandes en cours d'exécution		37		
Créances à un an au plus		40/41	138.367.315,77	139.622.242,06
Créances commerciales		40		
Autres créances		41	138.367.315,77	139.622.242,06
Placements de trésorerie	6.5.1 /	50/53	6.650.676,60	7.200.117,57
Actions propres	6.6	50		
Autres placements		51/53	6.650.676,60	7.200.117,57
Valeurs disponibles		54/58	30.830.198,45	68.219.215,01
Comptes de régularisation	6.6	490/1	136.240,91	
TOTAL DE L'ACTIF		20/58	175.984.431,73	215.041.574,64

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
PASSIF				
CAPITAUX PROPRES		10/15	-968.878.499,31	-971.135.514,48
Capital	6.7.1	10	592.273.791,02	592.273.791,02
Capital souscrit		100	592.273.791,02	592.273.791,02
Capital non appelé ⁴		101		
Primes d'émission		11	264.776.750,02	264.776.750,02
Plus-values de réévaluation		12		
Réserves		13		
Réserve légale		130		
Réserves indisponibles		131		
Pour actions propres		1310		
Autres		1311		
Réserves immunisées		132		
Réserves disponibles		133		
Bénéfice (Perte) reporté(e)(+)/(-)		14	-1.825.929.040,35	-1.828.186.055,52
Subsides en capital		15		
Avance aux associés sur répartition de l'actif net ⁵		19		
PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS		16	750.000,00	1.200.000,00
Provisions pour risques et charges		160/5	750.000,00	1.200.000,00
Pensions et obligations similaires		160		
Charges fiscales		161		
Grosses réparations et gros entretien		162		
Obligations environnementales		163		
Autres risques et charges	6.8	164/5	750.000,00	1.200.000,00
Impôts différés		168		

⁴ Montant venant en déduction du capital souscrit.

⁵ Montant venant en déduction des autres composantes des capitaux propres.

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
DETTES		17/49	<u>1.144.112.931,04</u>	<u>1.184.977.089,12</u>
Dettes à plus d'un an	6.9	17		
Dettes financières		170/4		
Emprunts subordonnés		170		
Emprunts obligataires non subordonnés		171		
Dettes de location-financement et dettes assimilées		172		
Etablissements de crédit		173		
Autres emprunts		174		
Dettes commerciales		175		
Fournisseurs		1750		
Effets à payer		1751		
Acomptes reçus sur commandes		176		
Autres dettes		178/9		
Dettes à un an au plus	6.9	42/48	978.534.164,09	1.031.369.138,51
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année		42		38.500.000,00
Dettes financières		43	960.593.404,09	974.921.968,90
Etablissements de crédit		430/8	510.593.404,09	524.921.968,90
Autres emprunts		439	450.000.000,00	450.000.000,00
Dettes commerciales		44	424.561,65	430.971,26
Fournisseurs		440/4	424.561,65	430.971,26
Effets à payer		441		
Acomptes reçus sur commandes		46		
Dettes fiscales, salariales et sociales	6.9	45		
Impôts		450/3		
Rémunérations et charges sociales		454/9		
Autres dettes		47/48	17.516.198,35	17.516.198,35
Comptes de régularisation	6.9	492/3	165.578.766,95	153.607.950,61
TOTAL DU PASSIF		10/49	175.984.431,73	215.041.574,64

COMPTE DE RÉSULTATS

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Ventes et prestations		70/76A	6.675,30	6.765,07
Chiffre d'affaires	6.10	70	6.675,30	6.765,07
En-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution: augmentation (réduction)(+)/(-)		71		
Production immobilisée		72		
Autres produits d'exploitation	6.10	74		
Produits d'exploitation non récurrents	6.12	76A		
Coût des ventes et des prestations		60/66A	1.049.520,98	1.375.420,92
Approvisionnements et marchandises		60		
Achats		600/8		
Stocks: réduction (augmentation)(+)/(-)		609		
Services et biens divers		61	880.294,20	763.027,21
Rémunérations, charges sociales et pensions(+)/(-)	6.10	62		
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		630		
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises)(+)/(-)		631/4		
Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises)(+)/(-)	6.10	635/8	-450.000,00	550.000,00
Autres charges d'exploitation	6.10	640/8	586.226,78	62.393,71
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration		649		
Charges d'exploitation non récurrentes	6.12	66A	33.000,00	
Bénéfice (Perte) d'exploitation(+)/(-)		9901	-1.042.845,68	-1.368.655,85

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Produits financiers		75/76B	15.041.105,25	6.497.442,11
Produits financiers récurrents		75	15.041.105,25	5.149.527,11
Produits des immobilisations financières		750		
Produits des actifs circulants		751	6.898.622,25	5.149.527,11
Autres produits financiers	6.11	752/9	8.142.483,00	
Produits financiers non récurrents	6.12	76B		1.347.915,00
Charges financières	6.11	65/66B	11.741.244,40	13.329.800,74
Charges financières récurrentes		65	11.741.244,40	13.329.800,74
Charges des dettes		650	11.970.816,57	13.329.800,74
Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales: dotations (reprises)(+)/(-)		651	-230.002,00	
Autres charges financières		652/9	429,83	
Charges financières non récurrentes	6.12	66B		
Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts(+)/(-)		9903	2.257.015,17	-8.201.014,48
Prélèvements sur les impôts différés		780		
Transfert aux impôts différés		680		
Impôts sur le résultat(+)/(-)	6.13	67/77		
Impôts		670/3		
Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales		77		
Bénéfice (Perte) de l'exercice(+)/(-)		9904	2.257.015,17	-8.201.014,48
Prélèvements sur les réserves immunisées		789		
Transfert aux réserves immunisées		689		
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter(+)/(-)		9905	2.257.015,17	-8.201.014,48

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

Bénéfice (Perte) à affecter(+)/(-)

 Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter(+)/(-)

 Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent(+)/(-)

Prélèvements sur les capitaux propres

 sur le capital et les primes d'émission

 sur les réserves

Affectations aux capitaux propres

 au capital et aux primes d'émission

 à la réserve légale

 aux autres réserves

Bénéfice (Perte) à reporter(+)/(-)

Intervention d'associés dans la perte

Bénéfice à distribuer

 Rémunération du capital

 Administrateurs ou gérants

 Employés

 Autres allocataires

Codes	Exercice	Exercice précédent
9906	-1.825.929.040,35	-1.828.186.055,52
(9905)	2.257.015,17	-8.201.014,48
14P	-1.828.186.055,52	-1.819.985.041,04
791/2		
791		
792		
691/2		
691		
6920		
6921		
(14)	-1.825.929.040,35	-1.828.186.055,52
794		
694/7		
694		
695		
696		
697		

**CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES, SAVOIR-FAIRE,
MARQUES ET DROITS SIMILAIRES**

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Codes	Exercice	Exercice précédent
8052P	xxxxxxxxxxxxxxxx	547.283,02
Mutations de l'exercice		
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8022	
Cessions et désaffectations	8032	547.283,02
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8042	
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8052	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8122P	xxxxxxxxxxxxxxxx
Mutations de l'exercice		
Actés	8072	
Repris	8082	
Acquis de tiers	8092	
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8102	547.283,02
Transférés d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8112	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8122	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	211	

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Sont mentionnées ci-après, les entreprises dans lesquelles l'entreprise détient une participation (comprise dans les rubriques 280 et 282 de l'actif) ainsi que les autres entreprises dans lesquelles l'entreprise détient des droits sociaux (compris dans les rubriques 284 et 51/53 de l'actif) représentant 10% au moins du capital souscrit.

DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Nature	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
		Nombre	%	%			(+) of (-)	
DG INFRA + BIS SCA Karel Oomsstraat 37 2018 Antwerpen 1 Belgique 0553.654.917	actions ordinaires	2.825.818	13,88	0,00	30/06/2019	EUR	7.024.940	109.829
Belgian Airports SA rue des frères Wright 8 6041 Gosselies Belgique 0820.332.661	actions ordinaires	35	35,00	0,00	31/12/2019	EUR	11.920.376	-11.409
Solux Invest SCRL Henri Lebbestraat 188 , boîte 1 8790 Waregem Belgique 0878.166.437	actions ordinaires	18.290	38,00	0,00	31/12/2018	EUR	39.131.586	3.210.552

PLACEMENTS DE TRÉSORERIE ET COMPTES DE RÉGULARISATION DE L'ACTIF**PLACEMENTS DE TRÉSORERIE – AUTRES PLACEMENTS****Actions, parts et placements autres que placements à revenu fixe**

Actions et parts – Valeur comptable augmentée du montant non appelé

Actions et parts – Montant non appelé

Métaux précieux et œuvres d'art

Titres à revenu fixe

Titres à revenu fixe émis par des établissements de crédit

Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit

Avec une durée résiduelle ou de préavis

d'un mois au plus

de plus d'un mois à un an au plus

de plus d'un an

Autres placements de trésorerie non repris ci-avant

Codes	Exercice	Exercice précédent
51	6.650.676,60	7.200.117,57
8681	9.442.672,60	12.220.090,57
8682	2.791.996,00	5.019.973,00
8683		
52		
8684		
53		
8686		
8687		
8688		
8689		

COMPTES DE RÉGULARISATION

Ventilation de la rubrique 490/1 de l'actif si celle-ci représente un montant important

Charges à reporter

Exercice
136.240,91

ETAT DU CAPITAL ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

ETAT DU CAPITAL

Capital social

Capital souscrit au terme de l'exercice

Capital souscrit au terme de l'exercice

Codes	Exercice	Exercice précédent
100P	XXXXXXXXXXXXXX	592.273.791,02
(100)	592.273.791,02	

Modifications au cours de l'exercice

Représentation du capital

Catégories d'actions

Actions B

Actions A

Actions ordinaires

Actions nominatives

Actions dématérialisées

Codes	Montants	Nombre d'actions
	106.656.422,00	5.721.276
	113.776.369,00	6.103.205
	371.841.000,02	19.947.606
8702	XXXXXXXXXXXXXX	
8703	XXXXXXXXXXXXXX	31.772.087

Capital non libéré

Capital non appelé

Capital appelé, non versé

Actionnaires redevables de libération

Codes	Montant non appelé	Montant appelé, non versé
(101)		XXXXXXXXXXXXXX
8712	XXXXXXXXXXXXXX	

Actions propres

Détenues par la société elle-même

Montant du capital détenu

Nombre d'actions correspondantes

Détenues par ses filiales

Montant du capital détenu

Nombre d'actions correspondantes

Engagement d'émission d'actions

Suite à l'exercice de droits de conversion

Montant des emprunts convertibles en cours

Montant du capital à souscrire

Nombre maximum correspondant d'actions à émettre

Suite à l'exercice de droits de souscription

Nombre de droits de souscription en circulation

Montant du capital à souscrire

Nombre maximum correspondant d'actions à émettre

Capital autorisé non souscrit

Codes	Exercice
8721	
8722	
8731	
8732	
8740	
8741	
8742	
8745	
8746	
8747	
8751	

Parts non représentatives du capital

Répartition

Nombre de parts

Nombre de voix qui y sont attachées

Ventilation par actionnaire

Nombre de parts détenues par la société elle-même

Nombre de parts détenues par les filiales

Codes	Exercice
8761	
8762	
8771	
8781	

PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES

VENTILATION DE LA RUBRIQUE 164/5 DU PASSIF SI CELLE-CI REPRÉSENTE UN MONTANT IMPORTANT
Coûts liquidation

Exercice
750.000,00

ETAT DES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION DU PASSIF

VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE

Dettes à plus d'un an échéant dans l'année

Dettes financières	8801
Emprunts subordonnés	8811
Emprunts obligataires non subordonnés	8821
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8831
Etablissements de crédit	8841
Autres emprunts	8851
Dettes commerciales	8861
Fournisseurs	8871
Effets à payer	8881
Acomptes reçus sur commandes	8891
Autres dettes	8901

Total des dettes à plus d'un an échéant dans l'année (42)

Dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir

Dettes financières	8802
Emprunts subordonnés	8812
Emprunts obligataires non subordonnés	8822
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8832
Etablissements de crédit	8842
Autres emprunts	8852
Dettes commerciales	8862
Fournisseurs	8872
Effets à payer	8882
Acomptes reçus sur commandes	8892
Autres dettes	8902

Total des dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir 8912

Dettes ayant plus de 5 ans à courir

Dettes financières	8803
Emprunts subordonnés	8813
Emprunts obligataires non subordonnés	8823
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8833
Etablissements de crédit	8843
Autres emprunts	8853
Dettes commerciales	8863
Fournisseurs	8873
Effets à payer	8883
Acomptes reçus sur commandes	8893
Autres emprunts	8903

Total des dettes ayant plus de 5 ans à courir 8913

Codes	Exercice

DETTES GARANTIES (comprises dans les rubriques 17 et 42/48 du passif)**Dettes garanties par les pouvoirs publics belges**

Dettes financières	8921
Emprunts subordonnés	8931
Emprunts obligataires non subordonnés	8941
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8951
Etablissements de crédit	8961
Autres emprunts	8971
Dettes commerciales	8981
Fournisseurs	8991
Effets à payer	9001
Acomptes reçus sur commandes	9011
Dettes salariales et sociales	9021
Autres dettes	9051
Total des dettes garanties par les pouvoirs publics belges	9061

Dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise

Dettes financières	8922	492.697.485,43
Emprunts subordonnés	8932	
Emprunts obligataires non subordonnés	8942	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8952	
Etablissements de crédit	8962	492.697.485,43
Autres emprunts	8972	
Dettes commerciales	8982	
Fournisseurs	8992	
Effets à payer	9002	
Acomptes reçus sur commandes	9012	
Dettes fiscales, salariales et sociales	9022	
Impôts	9032	
Rémunérations et charges sociales	9042	
Autres dettes	9052	
Total des dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise	9062	492.697.485,43

DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES**Impôts** (rubriques 450/3 et 178/9 du passif)

Dettes fiscales échues	9072
Dettes fiscales non échues	9073
Dettes fiscales estimées	450

Rémunérations et charges sociales (rubriques 454/9 et 178/9 du passif)

Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale	9076
Autres dettes salariales et sociales	9077

COMPTES DE RÉGULARISATION

Ventilation de la rubrique 492/3 du passif si celle-ci représente un montant important

Intérêts

Exercice
165.578.766,95

Pensions de retraite et de survie 624

Provisions pour pensions et obligations similaires

Dotations (utilisations et reprises) (+)/(-)

Réductions de valeur

Sur stocks et commandes en cours

Actées 9110

Reprises 9111

Sur créances commerciales

Actées 9112

Reprises 9113

Provisions pour risques et charges

Constitutions 9115

Utilisations et reprises 9116

Autres charges d'exploitation

Impôts et taxes relatifs à l'exploitation 640

Autres 641/8

Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise

Nombre total à la date de clôture 9096

Nombre moyen calculé en équivalents temps plein 9097

Nombre d'heures effectivement prestées 9098

Frais pour l'entreprise 617

Codes	Exercice	Exercice précédent
635		
9110		
9111		
9112		
9113		
9115		550.000,00
9116	450.000,00	
640	586.226,78	62.393,71
641/8		
9096		
9097		
9098		
617		

PRODUITS FINANCIERS RÉCURRENTS

Subsides accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats

Subsides en capital	9125
---------------------------	------

Subsides en intérêts	9126
----------------------------	------

Ventilation des autres produits financiers

Plus-values sur réalisation d'actifs circulants

Amortissement des frais d'émission d'emprunts 6501

Intérêts portés à l'actif 6503

Réductions de valeur sur actifs circulants

Actées 6510

Reprises 6511

Autres charges financières

Montant de l'escompte à charge de l'entreprise sur la négociation de créances 653

Provisions à caractère financier

Dnotations 6560

Utilisations et reprises 6561

Ventilation des autres charges financières

Codes	Exercice	Exercice précédent
9125		
9126		
	8.142.483,00	
6501		
6503		
6510		
6511	230.002,00	
653		
6560		
6561		

PRODUITS ET CHARGES DE TAILLE OU D'INCIDENCE EXCEPTIONNELLE

	Codes	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS NON RÉCURRENTS	76		1.347.915,00
Produits d'exploitation non récurrents	(76A)		
Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles	760		
Reprises de provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels	7620		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles	7630		
Autres produits d'exploitation non récurrents	764/8		
Produits financiers non récurrents	(76B)		1.347.915,00
Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	761		
Reprises de provisions pour risques et charges financiers exceptionnels	7621		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations financières	7631		
Autres produits financiers non récurrents	769		1.347.915,00
CHARGES NON RÉCURRENTES	66	33.000,00	
Charges d'exploitation non récurrentes	(66A)	33.000,00	
Amortissements et réductions de valeur non récurrents sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	660		
Provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels: dotations (utilisations)	6620	(+)/(-)	
Moins-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles	6630		
Autres charges d'exploitation non récurrentes	664/7	33.000,00	
Charges d'exploitation non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration	6690	(-)	
Charges financières non récurrentes	(66B)		
Réductions de valeur sur immobilisations financières	661		
Provisions pour risques et charges financiers exceptionnels: dotations (utilisations)	6621	(+)/(-)	
Moins-values sur réalisation d'immobilisations financières	6631		
Autres charges financières non récurrentes	668		
Charges financières non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration	6691	(-)	

IMPÔTS ET TAXES**IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT**

Impôts sur le résultat de l'exercice	
Impôts et précomptes dus ou versés	
Excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif	
Suppléments d'impôts estimés	
Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs	
Suppléments d'impôts dus ou versés	
Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés	

Principales sources de disparités entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes, et le bénéfice taxable estimé

Codes	Exercice
9134	
9135	3.600,02
9136	3.600,02
9137	
9138	
9139	
9140	

Incidence des résultats non récurrents sur le montant des impôts sur le résultat de l'exercice

Exercice

Sources de latences fiscales

Latences actives	
Pertes fiscales cumulées, déductibles des bénéfices taxables ultérieurs	
Latences passives	
Ventilation des latences passives	

Codes	Exercice
9141	97.999.266,72
9142	97.999.266,72
9144	

TAXES SUR LA VALEUR AJOUTÉE ET IMPÔTS À CHARGE DE TIERS**Taxes sur la valeur ajoutée, portées en compte**

A l'entreprise (déductibles)	9145	87.550,93
Par l'entreprise	9146	4.154,03

Montants retenus à charge de tiers, au titre de

Précompte professionnel	9147
Précompte mobilier	9148

Codes	Exercice	Exercice précédent
9145		87.550,93
9146		4.154,03
9147		
9148		

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN**GARANTIES PERSONNELLES CONSTITUÉES OU IRRÉVOCABLEMENT PROMISES PAR L'ENTREPRISE POUR SÛRETÉ DE DETTES OU D'ENGAGEMENTS DE TIERS****Dont**

Effets de commerce en circulation endossés par l'entreprise
 Effets de commerce en circulation tirés ou avalisés par l'entreprise
 Montant maximum à concurrence duquel d'autres engagements de tiers sont garantis par l'entreprise

GARANTIES RÉELLES**Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de l'entreprise****Hypothèques**

Valeur comptable des immeubles grevés
 Montant de l'inscription
 Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription
 Gages sur d'autres actifs - Valeur comptable des actifs gagés
 Sûretés constituées sur actifs futurs - Montant des actifs en cause

Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de tiers**Hypothèques**

Valeur comptable des immeubles grevés
 Montant de l'inscription
 Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription
 Gages sur d'autres actifs - Valeur comptable des actifs gagés
 Sûretés constituées sur actifs futurs - Montant des actifs en cause

Codes	Exercice
9149	
9150	
9151	
9153	
9161	
9171	
9181	
9191	11.906.891,60
9201	
9162	
9172	
9182	
9192	
9202	

BIENS ET VALEURS DÉTENUS PAR DES TIERS EN LEUR NOM MAIS AUX RISQUES ET PROFITS DE L'ENTREPRISE, S'ILS NE SONT PAS PORTÉS AU BILAN**ENGAGEMENTS IMPORTANTS D'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS****ENGAGEMENTS IMPORTANTS DE CESSON D'IMMOBILISATIONS****MARCHÉ À TERME**

Marchandises achetées (à recevoir)
 Marchandises vendues (à livrer)
 Devises achetées (à recevoir)
 Devises vendues (à livrer)

Codes	Exercice
9213	
9214	
9215	
9216	

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN**ENGAGEMENTS RÉSULTANT DE GARANTIES TECHNIQUES ATTACHÉES À DES VENTES OU PRESTATIONS DÉJÀ EFFECTUÉES**

Exercice

MONTANT, NATURE ET FORME DES LITIGES ET AUTRES ENGAGEMENTS IMPORTANTS

Commune de Schaerbeek c./ Holding communal en liquidation

La commune de Schaerbeek avait assigné le Holding communal devant le tribunal de commerce francophone de Bruxelles et demandait l'annulation de l'augmentation de capital de la S.A. Holding communal du 30 septembre 2009 pour cause de violation de la Loi Prospectus. La commune de Linkebeek est intervenue dans la procédure en introduisant une action contre le Holding communal pour les mêmes motifs. L'affaire a été plaidée en juin 2014. Le tribunal a rendu un jugement, dans lequel le Holding communal a eu gain de cause et la demande des communes a été rejetée sur toute la ligne. Les communes ont interjeté appel. En cas d'annulation de l'augmentation de capital, les communes pourront introduire une demande de créance chirographaire pour les montants qui leur sont affectés. Aucune provision n'a été prise en compte dans le bilan.

11.519.406,88

Holding communal en liquidation c./ SFPI et l'Etat Belge

Les liquidateurs ont introduit une action contre la Société Fédérale de Participations et d'Investissement ("SFPI"/"FPIM") ainsi que contre l'Etat Belge en paiement du solde du prix d'achat des actions de la S.A. Holding communal dans la S.A. Astrid, et ce, pour un montant de 4 millions €. Par jugement du 8 janvier 2016, le Tribunal de commerce a déclaré la demande des liquidateurs non fondée. Vu que le jugement du tribunal se fonde, selon les liquidateurs, sur une lecture manifestement erronée du contrat passé entre le Holding communal, la SFPI et l'État belge, les liquidateurs ont décidé de faire appel. La créance a été exprimée dans le bilan.

4.000.000,00

RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE PENSION DE RETRAITE OU DE SURVIE INSTAURÉS AU PROFIT DU PERSONNEL OU DES DIRIGEANTS

Description succincte

Mesures prises pour en couvrir la charge

PENSIONS DONT LE SERVICE INCOMBE À L'ENTREPRISE ELLE-MÊME

Montant estimé des engagements résultant, pour l'entreprise, de prestations déjà effectuées

Bases et méthodes de cette estimation

Code	Exercice
9220	

NATURE ET IMPACT FINANCIER DES ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE, non pris en compte dans le bilan ou le compte de résultats

Exercice

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS D'ACHAT OU DE VENTE DONT LA SOCIÉTÉ DISPOSE COMME ÉMETTEUR D'OPTIONS DE VENTE OU D'ACHAT

Exercice

NATURE, OBJECTIF COMMERCIAL ET CONSÉQUENCES FINANCIÈRES DES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN

A condition que les risques ou les avantages découlant de ces opérations soient significatifs et dans la mesure où la divulgation des risques ou avantages soit nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de la société

Exercice

AUTRES DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN (dont ceux non susceptibles d'être quantifiés)

Exercice

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC

LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTRÔLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ENTREPRISE SANS ÊTRE LIÉES À CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTRÔLÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES

Créances sur les personnes précitées

Conditions principales des créances, taux d'intérêt, durée, montants éventuellement remboursés, annulés ou auxquels il a été renoncé

Garanties constituées en leur faveur

Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur

Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable

Aux administrateurs et gérants

Aux anciens administrateurs et anciens gérants

Codes	Exercice
9500	
9501	
9502	
9503	
9504	

LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS)

Emoluments du (des) commissaire(s)

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisoriale

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisoriale

Codes	Exercice
9505	16.950,00
95061	
95062	
95063	
95081	
95082	
95083	

Mentions en application de l'article 134 du Code des sociétés

DÉCLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDÉS**INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR LES ENTREPRISES SOUMISES AUX DISPOSITIONS DU CODE DES SOCIÉTÉS RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS**

~~L'entreprise établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion *~~

L'entreprise n'établit pas de comptes consolidés ni de rapport consolidé de gestion, parce qu'elle en est exemptée pour la (les) raison(s) suivante(s) *

L'entreprise et ses filiales ne dépassent pas, sur base consolidée, plus d'une des limites visées à l'article 16 du Code des sociétés *

~~L'entreprise ne possède que des entreprises filiales qui, eu égard à l'évaluation du patrimoine consolidé, de la position financière consolidée ou du résultat consolidé, ne présentent, tant individuellement que collectivement, qu'un intérêt négligeable? (article 110 du Code des sociétés)~~

~~L'entreprise est elle-même filiale d'une entreprise mère qui établit et publie des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation *~~

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, numéro d'entreprise de l'(des) entreprise(s) mère(s) et indication si cette (ces) entreprise(s) mère(s) établit (établissent) et publie(nt) des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation **:

Si l'(les) entreprise(s) mère(s) est (sont) de droit étranger, lieu où les comptes consolidés dont question ci-avant peuvent être obtenus **:

* Biffer la mention inutile.

** Si les comptes de l'entreprise sont consolidés à plusieurs niveaux, les renseignements sont donnés d'une part, pour l'ensemble le plus grand et d'autre part, pour l'ensemble le plus petit d'entreprises dont l'entreprise fait partie en tant que filiale et pour lequel des comptes consolidés sont établis et publiés.

RÈGLES D'ÉVALUATION

I. REGLES GENERALES

1. Législation

Les règles d'évaluation ci-après sont basées sur l'arrêté royal du 30 janvier 2001 relatif aux comptes annuels des entreprises et ont été adaptées suite à la décision du Conseil d'Administration du Holding Communal de proposer à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 7 décembre 2011 la mise en liquidation volontaire de la société.

L'article 28 paragraphe 2 de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 précise que si une société renonce à poursuivre ses activités ou lorsque la perspective de continuité de ses activités ne peut être maintenue, les règles d'évaluation sont adaptées en conséquence. Ces adaptations sont détaillées à chaque fois que nécessaire en regard de chacune des rubriques du bilan (voir règles spécifiques).

Notons que si la valeur de réalisation probable d'un actif est supérieure à sa valeur comptable, cette plus value potentielle n'est pas exprimée dans les états financiers.

2. Conversion des devises en euro

Les avoirs, dettes, droits et engagements monétaires libellés en devises sont convertis en euro au cours moyen indicatif du jour de clôture.

Les produits et charges en devises sont convertis en euro au cours de la date de la prise en résultat.

II. REGLES SPECIFIQUES

BILAN

ACTIF

Frais d'établissement (rubrique I)

Les frais d'établissement sont amortis à 100%.

Immobilisations incorporelles (rubrique II)

Les immobilisations incorporelles sont amorties à 100%.

Immobilisations corporelles (rubrique III)

Le bâtiment figure dans les comptes à une valeur probable de réalisation déterminée sur base de l'évaluation d'un expert.

Les autres immobilisations corporelles ont fait l'objet de réductions de valeur afin de ramener leur valeur comptable à leur valeur probable de réalisation.

Immobilisations financières (rubrique IV)

Dans le cadre de l'établissement d'une situation comptable en discontinuité, toutes les immobilisations financières ont été transférées vers la rubrique « Placements de trésorerie » (rubrique VIII).

Créances à plus d'un an et à un an au plus (rubriques V et VII)

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale et font l'objet de réductions de valeur si la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur comptable.

Placements de trésorerie et valeurs disponibles (rubriques VIII et IX)

Les encaisses et les avoirs en comptes bancaires sont portées au bilan à leur valeur nominale à la date de clôture.

Les Placements de trésorerie et valeurs disponibles sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition. Les frais accessoires d'acquisition sont mis à charge de l'exercice d'acquisition.

A la clôture de l'exercice, les placements de trésorerie et les valeurs disponibles font l'objet de réductions de valeur si la valeur de réalisation probable est inférieure à la valeur comptable (sur la base du principe du LOCOM) sur base des cours de bourse à la date de clôture ou le cas échéant sur des dernières informations disponibles (pour les actifs non cotés : valeurs nettes des actifs, valeurs des fonds propres ou valorisations sur base d'un modèle diminuées d'un abattement forfaitaire en cas de risque d'illiquidité fort important).

Les actions Dexia ont été valorisées sur la base du prix de transaction le plus bas constaté sur le marché.

Les instruments financiers dérivés stratégiques sont désormais comptabilisés à leur valeur de marché à la date de clôture.

PASSIF

Dettes à plus d'un an et à un an au plus (rubriques VIII et IX)

Les dettes sont comptabilisées au bilan à leur valeur nominale.

Dans le cadre d'une situation comptable en discontinuité, toutes les dettes à plus d'un an ont été transférées vers les dettes à un an au plus.

Provisions pour risques et charges (rubrique VII)

A la clôture de chaque exercice, les liquidateurs, statuant avec prudence, sincérité et bonne foi, examinent les provisions à constituer pour couvrir tous les risques prévus ou pertes éventuelles nées au cours de l'exercice et des exercices antérieurs.

Dans le cadre de l'établissement d'un bilan en discontinuité, des provisions sont formées pour faire face aux charges inhérentes à la cessation des activités. La provision pour frais de liquidation couvre les frais qui sont propres à la liquidation de la société.

Les coûts opérationnels ordinaires ne sont pas repris dans la provision pour frais de liquidation.

COMPTE DES RÉSULTATS

Produits financiers

Les plus-values réalisées étaient autrefois comptabilisées sous le code 751 à la suite de la vente d'actifs circulants. Depuis l'exercice 2012, ces montants sont repris sous le code 752/9.

Charges financières

Alors que les réductions de valeur auparavant constituées à la fin de l'exercice précédent étaient complètement annulées au début de l'exercice en cours et que les réductions de valeur étaient comptabilisées sous le code 651 à la suite de l'inventaire à la fin de l'année et que les moins-values étaient comptabilisées sous le code 652/9 à la suite de la réalisation d'actifs circulants, Depuis l'exercice 2013 les réductions de valeur déjà comptabilisées sont confrontées aux moins-values réalisées sous le code 651.

RUBRIQUES HORS BILAN

Les postes hors bilan sont mentionnés à la valeur nominale des droits et engagements figurant au contrat ou à défaut à leur valeur

RÈGLES D'ÉVALUATION

estimée.

AUTRES INFORMATIONS À COMMUNIQUER DANS L'ANNEXE

créance envers le Gouvernement fédéral

La rubrique " autres créances " contient, depuis l'exercice 2017, une créance envers le Gouvernement fédéral pour un montant de 132,5 millions d'euros. La créance envers le Gouvernement fédéral peut s'expliquer comme suit.

Dans le cadre de la liquidation du Holding communal SA, le Gouvernement fédéral s'est engagé à prendre 50 % du solde restant de la liquidation à sa charge, dans sa lettre adressée au Holding communal SA en date du 16 octobre 2011. Cet engagement a été limité à un montant maximum de 132,5 millions d'euros et soumis aux conditions suivantes :

- Tout d'abord, les garanties octroyées par les trois Régions sur certains emprunts, contractés par le Holding, doivent être réalisées.
- Les actifs du Holding communal doivent être vendus.

Entre-temps, les Régions ont entièrement honoré leurs engagements et la réalisation des actifs est pratiquement terminée, à l'exception de quelques actifs résiduels qui ne représentent que 7,03 millions d'euros (compte tenu des ventes après la fin de l'exercice), par rapport à l'actif total à réaliser au début de la liquidation (482,85 millions d'euros). Cela signifie que 98,62 % des actifs ont été réalisés. S'agissant des actifs encore en portefeuille, les processus de ventes ont été initiés, mais n'ont pas encore pu être finalisés.

Il est également déjà établi que le déficit de la liquidation sera certainement supérieur à 265 millions d'euros, le montant pour lequel le Gouvernement fédéral s'étant engagé à prendre à sa charge étant également limité à 132,5 millions d'euros.

Compte tenu de ces éléments, Le holding Communal dispose d'une créance certaine et liquide d'un montant de 132,5 millions d'euros envers le Gouvernement fédéral. Dès lors cette créance a été reprise au bilan.

Impact crise Covid19

Les liquidateurs indiquent que l'épidémie du COVID-19 a connu une très forte progression en 2020 et que les mesures prises par le Conseil National de Sécurité ont des conséquences économiques importantes sur la vie des entreprises. S'agissant des comptes arrêtés au 31/12/2019, la crise du COVID-19 doit être considérée comme un événement post-clôture, sans impact sur les comptes annuels de l'année 2019. L'évolution et les développements ultérieurs liés à cette crise sont difficiles à estimer.

BILAN SOCIAL

Numéros des commissions paritaires dont dépend l'entreprise:

218

ETAT DES PERSONNES OCCUPÉES**TRAVAILLEURS POUR LESQUELS L'ENTREPRISE A INTRODUIT UNE DÉCLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL**

Au cours de l'exercice		Codes	Total	1. Hommes	2. Femmes
Nombre moyen de travailleurs					
Temps plein	1001				
Temps partiel	1002				
Total en équivalents temps plein (ETP)	1003				
Nombre d'heures effectivement prestées					
Temps plein	1011				
Temps partiel	1012				
Total	1013				
Frais de personnel					
Temps plein	1021				
Temps partiel	1022				
Total	1023				
Montant des avantages accordés en sus du salaire	1033				

Au cours de l'exercice précédent		Codes	P. Total	1P. Hommes	2P. Femmes
Nombre moyen de travailleurs en ETP	1003				
Nombre d'heures effectivement prestées	1013				
Frais de personnel	1023				
Montant des avantages accordés en sus du salaire	1033				

TRAVAILLEURS POUR LESQUELS L'ENTREPRISE A INTRODUIT UNE DÉCLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL (suite)

	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
A la date de clôture de l'exercice				
Nombre de travailleurs	105			
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	110			
Contrat à durée déterminée	111			
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	112			
Contrat de remplacement	113			
Par sexe et niveau d'études				
Hommes	120			
de niveau primaire	1200			
de niveau secondaire	1201			
de niveau supérieur non universitaire	1202			
de niveau universitaire	1203			
Femmes	121			
de niveau primaire	1210			
de niveau secondaire	1211			
de niveau supérieur non universitaire	1212			
de niveau universitaire	1213			
Par catégorie professionnelle				
Personnel de direction	130			
Employés	134			
Ouvriers	132			
Autres	133			

PERSONNEL INTÉRIMAIRE ET PERSONNES MISES À LA DISPOSITION DE L'ENTREPRISE

	Codes	1. Personnel intérimaire	2. Personnes mises à la disposition de l'entreprise
Au cours de l'exercice			
Nombre moyen de personnes occupées	150		
Nombre d'heures effectivement prestées	151		
Frais pour l'entreprise	152		

TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE

ENTRÉES	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
Nombre de travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice	205			
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	210			
Contrat à durée déterminée	211			
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	212			
Contrat de remplacement	213			

SORTIES	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou au registre général du personnel au cours de l'exercice	305			
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	310			
Contrat à durée déterminée	311			
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	312			
Contrat de remplacement	313			
Par motif de fin de contrat				
Pension	340			
Chômage avec complément d'entreprise	341			
Licenciement	342			
Autre motif	343			
Dont: le nombre de personnes qui continuent, au moins à mi-temps, à prêter des services au profit de l'entreprise comme indépendants	350			

RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE

	Codes	Hommes	Codes	Femmes
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5801		5811	
Nombre d'heures de formation suivies	5802		5812	
Coût net pour l'entreprise	5803		5813	
dont coût brut directement lié aux formations	58031		58131	
dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs	58032		58132	
dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)	58033		58133	
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5821		5831	
Nombre d'heures de formation suivies	5822		5832	
Coût net pour l'entreprise	5823		5833	
Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5841		5851	
Nombre d'heures de formation suivies	5842		5852	
Coût net pour l'entreprise	5843		5853	



Rapport du Collège des liquidateurs du
Holding communal – en liquidation
à l'Assemblée générale des Actionnaires
Comptes annuels sur l'exercice comptable 2019

Mesdames,
Messieurs,

En exécution des prescriptions légales en la matière, nous avons l'honneur de vous présenter le compte rendu de l'exercice de notre mandat durant l'exercice fiscal 2019.

1. **Commentaire à propos des comptes annuels, en ce compris un aperçu fidèle de l'historique et de la position de la société, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle a été confrontée.**

a. Commentaire à propos des comptes annuels

	31 dec 2019	31 dec 2018
<u>Immobilisations élargies</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Créances à plus d'un an	0	0
<u>Actifs circulants restreints</u>	<u>175 984 432</u>	<u>215 041 575</u>
Créances à un an	138 367 316	139 622 242
Placements de trésorerie	6 650 677	7 200 118
Valeurs disponibles	30 830 198	68 219 215
Comptes de régularisation	136 241	0
TOTAL DE L'ACTIF	175 984 432	215 041 575



La diminution de l'actif s'explique par une diminution des valeurs disponibles, suite au versement de 45 million d'euros en faveur du créancier principal, à savoir Belfius, comme avance sur la répartition du boni de liquidation, et au titre du remboursement partiel de la dette à l'égard de Belfius.

	31 dec 2019	31 dec 2018
<u>Capitaux propres</u>	<u>-968 878 499</u>	<u>-971 135 514</u>
Capital	592 273 791	592 273 791
Primes d'émission	264 776 750	264 776 750
Bénéfice / perte reporté	-1 825 929 040	-1 828 186 056
<u>Provisions et impôts différés</u>	<u>750 000</u>	<u>1 200 000</u>
Provisions pour risques et charges	750 000	1 200 000
<u>Dettes</u>	<u>1 144 112 931</u>	<u>1 184 977 090</u>
Dettes à un an	978 534 164	1 031 369 139
Comptes de régularisation	165 578 767	153 607 951
TOTAL DU PASSIF	175 984 432	215 041 576

Au sein du passif, on observe une augmentation des capitaux propres. Cette hausse provient du résultat de l'exercice. Un bénéfice de 2,257 millions d'euros a été réalisé lors de l'exercice 2019.

On observe une baisse des provisions en comparaison avec les comptes annuels au 31 décembre 2018. Cette baisse s'explique par l'ajustement des frais de liquidation dans le calcul de la provision. En conséquence de cet ajustement, la provision pour des frais de liquidation s'établit à un montant de 0,75 millions d'euros.

Les dettes à un an au plus consistent principalement en (1) dettes en compte-courant vis-à-vis de Belfius Banque et (2) et dettes vis-à-vis des Régions. Les comptes de régularisation du passif concernent uniquement des intérêts à imputer vis-à-vis de Belfius Banque.



Holding communal S.A. en liquidation

	1 jan 2019 au 31 dec 2019	1 jan 2018 au 31 dec 2018
<u>Ventes et prestations</u>	<u>6 675</u>	<u>6 765</u>
Chiffre d'affaires	6 675	6 765
Produits d'exploitation non récurrents	0	0
<u>Coûts des ventes et des prestations</u>	<u>1 049 521</u>	<u>1 375 421</u>
Services et biens divers	880 294	763 027
Rémunérations, charges sociales et pensions	0	0
Amortissements, réductions de valeur et provisions	-450 000	550 000
Autres coûts des ventes et prestations	586 227	62 394
Charges d'exploitation non récurrentes	33 000	0
RESULTAT D'EXPLOITATION	-1 042 846	-1 368 656
<u>Produits financiers</u>	<u>15 041 105</u>	<u>6 497 442</u>
<u>Charges financières</u>	<u>11 741 244</u>	<u>13 329 801</u>
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT IMPÔTS	2 257 015	-8 201 015
<u>Prélèvements sur les impôts différés</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
<u>Impôts</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
RESULTAT DE L'EXERCICE	2 257 015	-8 201 015
<u>Prélèvements sur les réserves immunisées</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
RESULTAT A AFFECTER	2 257 015	-8 201 015

L'exercice 2019 présente un bénéfice de 2,257 millions d'euros.



Le bénéfice de l'exercice est principalement attribuable aux produits financiers.

Les frais pour les services et biens divers consistent en (1) honoraires pour les liquidateurs pour 0,440 million d'euros, (2) divers autres honoraires d'un montant de 0,263 million d'euros, (3) assurances d'un montant de 0,157 million d'euros et (4) autres services et biens divers d'un montant de 0,019 million d'euros. Le montant des honoraires s'explique essentiellement par les frais liés à la réalisation d'actifs importants, la gestion du portefeuille et les procédures juridiques.

Les produits financiers se composent (1) des intérêts et des dividendes provenant de placements de trésorerie à hauteur de 6,899 millions d'euros et (2) des plus-values sur réalisation des actions à hauteur de 8,142 millions d'euros. Les charges financières se composent en majorité des intérêts sur le passif portant intérêt vis-à-vis de Belfius Banque.

b. Réalisations d'actifs durant l'exercice

Au cours de l'exercice 2019 les parts des fonds d'infrastructure détenu par le Holding ont été cédés. Une plus-value de 8,142 millions d'euros a été réalisée. Le portefeuille en créances subordonnées à plus d'un an qui restent a été réalisé. Les créances subordonnées à plus d'un an n'avaient plus de valeur comptable.

c. Principaux risques et incertitudes

La société est en liquidation. Le but est de réaliser les actifs. Les marchés financiers sont très volatils, ce qui influence significativement la réalisation des actifs. Par ailleurs un des risques principal lié à la liquidation provient de la grande illiquidité de certains actifs, ce qui entraîne un temps plus important pour trouver des acheteurs.

Nous souhaitons attirer l'attention sur la page 27 (C 6.14) des comptes annuels qui reprend les litiges en cours.



2. Informations concernant les événements importants qui ont eu lieu après la fin de l'exercice

Les liquidateurs indiquent que l'épidémie du COVID-19 a connu une très forte progression en 2020 et que les mesures prises par le Conseil National de Sécurité ont des conséquences économiques importantes sur la vie des entreprises. S'agissant des comptes arrêtés au 31/12/2019, la crise du COVID-19 doit être considérée comme un événement post-clôture, sans impact sur les comptes annuels de l'année 2019. L'évolution et les développements ultérieurs liés à cette crise sont difficiles à estimer.

3. Informations sur les circonstances susceptibles d'exercer une influence notable sur le développement de la société

Un certain nombre d'éléments impactent significativement la durée de la liquidation ; il s'agit de la durée des procédures judiciaires dans lesquelles la société est impliquée, et le fait que les actifs résiduels sont dans une large mesure illiquides ce qui requiert du temps pour trouver des acquéreurs.

4. Informations relatives aux travaux dans le domaine de la recherche et développement

Il n'y a pas eu de travaux réalisés dans le domaine de la recherche et développement.

5. Données concernant l'existence de succursales de la société

Le siège social de la société se trouve au 56 Avenue des Arts, boîte 4C, à 1000 Bruxelles. Il n'y a pas de succursales.

6. Justification de l'application des règles de valorisation

Conformément à la législation, plus précisément à l'article 28 §2 de l'Arrêté Royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés, les règles de valorisation ont été adaptées. Les actifs ont été valorisés à leur valeur de réalisation supposée, le passif a été valorisé à la valeur nominale et des provisions ont été constituées pour les frais divers liés à la liquidation de la société.



7. Intérêts d'ordre patrimonial opposés aux décisions prises (art. 7 :96 Code des sociétés et des associations)

Il n'y a pas de décisions prises qui puissent occasionner d'intérêt opposé d'ordre patrimonial au sens de l'article 7 :96 du Code des sociétés et des associations.

8. Décisions du collège des liquidateurs en matière d'augmentation de capital et/ou d'émission d'obligations convertibles ou de warrants (art. 7 :203 Code des sociétés et des associations)

Aucune décision n'a été prise en la matière.

9. Acquisition d'actions propres par la société (art. 7 :220 Code des sociétés et des associations)

Aucune action propre n'a été acquise au cours de l'exercice 2019.

10. Utilisation par la société d'instruments financiers

Durant l'exercice 2019, la société n'a pas fait appel à de nouveaux instruments financiers.

11. Affectation du résultat

Le résultat de l'exercice se traduit par un bénéfice de 2.257.015,17 d'euros.

Détermination du résultat

Perte reportée au 31.12.2018	(1.828.186.055,52) euros
Résultat à affecter exercice 2019	<u>2.257.015,17</u> euros
Résultat à imputer	(1.825.929.040,35) euros

Les liquidateurs reportent ce résultat à l'exercice suivant.



12. Décharge aux liquidateurs et au commissaire

Le vote sur l'octroi de la décharge aux liquidateurs et au commissaire aura lieu à la fin de la liquidation.

13. Raisons pour lesquelles la liquidation n'a pas encore été clôturée

La liquidation n'a pas encore été clôturée au 31 décembre 2019. Les processus de vente des différents actifs sont en cours, mais n'ont pas encore pu être clôturés. Certains actifs sont dans une large mesure illiquides, ce qui requiert du temps pour trouver des acquéreurs. La partie la plus importante des actifs a cependant déjà été réalisée. La clôture de la liquidation dépendra en large mesure de l'issue des procédures judiciaires en cours. Le traitement de celles-ci a été établi par le tribunal compétent dans la période 2020 à 2022 inclus. Les liquidateurs ont l'intention de terminer la liquidation endéans les cinq ans.

*

* *

Bruxelles, le 7 mai 2020

KPMG REVISEURS D'ENTREPRISES CVBA
Liquidateur
Joris MERTENS
Représentant permanent

QUINZ CVBA
Liquidateur
Bart LINTERMANS
Représentant permanent



RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DE HOLDING COMMUNAL SA (EN LIQUIDATION) SUR LES COMPTES ANNUELS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de Holding Communal SA (en liquidation) (la « Société »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Ce tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 26 juin 2019, conformément à la proposition du conseil d'administration. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2021. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de Holding Communal SA (en liquidation) durant 25 exercices consécutifs

Rapport sur les comptes annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la Société, comprenant le bilan au 31 décembre 2019, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe. Ces comptes annuels font état d'un total du bilan qui s'élève à EUR 175.984.431,73 et d'un compte de résultats qui se solde par un bénéfice de l'exercice de EUR 2.257.015,17.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2019, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Par ailleurs, nous avons appliqué les normes internationales d'audit approuvées par l'IAASB et applicables à la date de clôture et non encore approuvées au niveau national. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « *Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu du Collège des liquidateurs et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation – Événement postérieur à la date de clôture de l'exercice

En ce qui concerne la pandémie du COVID 19, nous attirons l'attention sur le point 2 du rapport du Collège des liquidateurs et sur l'annexe 6.20 ("Impact crise Covid-19") des comptes annuels. Le Collège des liquidateurs y émet son avis que, bien que les conséquences de cette pandémie pourraient avoir un impact significatif sur les activités de la Société en 2020, ces conséquences n'ont pas d'effet significatif sur la situation financière de la Société pour l'exercice clos au 31 décembre 2019. Notre opinion ne comporte pas de réserve concernant ce point.

Autre point

Nous attirons l'attention sur le fait que la Société est en liquidation. Par conséquent et comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels, la Société n'a plus appliqué, depuis la décision de mise en liquidation en 2011, les règles d'évaluation applicables sous l'hypothèse de la continuité d'exploitation, mais les a adaptées, de sorte que les immobilisations et les actifs circulants ont fait l'objet d'amortissements ou de réductions de valeur additionnelles pour ramener leur valeur comptable à leur valeur probable de réalisation et des provisions ont été constituées pour faire face aux charges inhérentes à la cessation des activités. Les évaluations pratiquées, en ce compris celles relatives à la situation fiscale de la Société dont plusieurs exercices comptables restent ouverts à d'éventuels contrôles par l'administration, se basent sur les prévisions du Collège des liquidateurs dont la réalisation ultime pourrait s'avérer différente.

Responsabilités du Collège des liquidateurs relatives à l'établissement des comptes annuels

Le Collège des liquidateurs est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Comme mentionné dans l'annexe aux comptes annuels, la Société n'a plus appliqué, depuis la décision de mise en liquidation en 2011, des règles d'évaluation sous le principe comptable de continuité d'exploitation, mais les a adaptées de sorte que les immobilisations et les actifs circulants ont fait l'objet d'amortissements ou de réductions de valeur additionnels pour en ramener la valeur comptable à leur valeur probable de réalisation. Par ailleurs, des provisions ont été constituées pour faire face aux charges inhérentes à la cessation des activités. Les évaluations pratiquées, en ce compris celles relatives à la situation fiscale de la Société dont plusieurs exercices comptables restent ouverts à d'éventuels contrôles par l'administration, sont basées sur les prévisions du Collège des liquidateurs.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire comprenant notre opinion. Une assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Nous définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Collège des liquidateurs, de même que des informations fournies par ce dernier les concernant en cas de discontinuité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Collège des liquidateurs, de même que des informations fournies par ce dernier les concernant en cas de discontinuité;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si ces derniers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons au Collège des liquidateurs notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités du Collège des liquidateurs

Le Collège des liquidateurs est responsable de la préparation et du contenu du rapport du Collège des liquidateurs, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des associations (à partir du 1 janvier 2020) et du Code des sociétés (jusqu'au 31 décembre 2019) et des statuts de la Société.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport du Collège des liquidateurs et le respect des statuts et de certaines dispositions du Code des sociétés et des associations (à partir du 1 janvier 2020) et du Code des sociétés (jusqu'au 31 décembre 2019), ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport du Collège des liquidateurs

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport du Collège des liquidateurs, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice, et a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport du Collège des liquidateurs comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Mentions relatives à l'indépendance

Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis de la Société au cours de notre mandat.

Autres mentions

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés et des associations (à partir du 1 janvier 2020 et du Code des sociétés (jusqu'au 31 décembre 2019)).

Sint-Stevens-Woluwe, le 8 mai 2020

Le commissaire
PwC Reviseurs d'Entreprises SRL
représenté par


Gregory Joos
Réviseur d'Entreprises

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DU HOLDING COMMUNAL S.A. – EN
LIQUIDATION EN DATE DU 24 JUIN 2020**

PROCURATION

DOIT PARVENIR AU PLUS TARD LE 17 JUIN 2020
À L'ADRESSE EMAIL SUIVANTE : aghc@quinz.be

La Province / Commune (1)

(2)

vu la convocation du 8 mai 2020 à l'Assemblée générale des actionnaires du Holding Communal S.A.
– en liquidation, qui se tiendra le **24 juin 2020 à 14h00** par vidéoconférence,

vu l'**ordre du jour** de cette assemblée, qui se présente comme suit :

ORDRE DU JOUR
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU
HOLDING COMMUNAL SA - EN LIQUIDATION
LE 24 JUIN 2020

- 1. Examen des travaux des liquidateurs pour la période du 01.01.2019 au 31.12.2019**
- 2. Examen des comptes annuels pour la période du 01.01.2019 au 31.12.2019 par les liquidateurs**
- 3. Examen du rapport annuel des liquidateurs pour la période du 01.01.2019 au 31.12.2019, y compris la description de l'état d'avancement de la liquidation et les raisons pour lesquelles cette dernière n'a pas encore pu être clôturée.**
- 4. Examen du rapport du commissaire sur les comptes annuels pour la période du 01.01.2019 au 31.12.2019**
- 5. Questions**

Étant donné que le représentant de la commune doit avoir la qualité de bourgmestre, échevin ou conseiller communal et le représentant de la province, celle de député permanent ;

(3) désigné comme délégué :

M. (4)
.....
.....
(nom, prénom et adresse en caractères d'imprimerie s.v.p.)

(5) Joignable sur l'adresse email suivante :

(6) Député permanent

Bourgmestre

Échevin de (6)

Conseiller communal

pour représenter la province – la commune (1) à l'assemblée générale du 24 juin 2020, prendre part à tous les votes et délibérations, approuver, rejeter ou s'abstenir au sujet de toute proposition relative à l'ordre du jour, signer tous les actes, pièces, procès-verbaux, listes des présences, et de façon générale, faire le nécessaire.

L'email contenant les instructions pour participer électroniquement à l'assemblée générale doit être envoyé à l'adresse email suivante :

La présente procuration vaut aussi pour toute autre assemblée générale qui sera convoquée avec le même ordre du jour.

Fait à le2020

Par ordre
Le Greffier provincial
Le Secrétaire communal
(1)

Le Gouverneur,
Le Bourgmestre
(1)

Sceau de la province
Sceau de la commune
(1)

- (1) Biffer les mentions inutiles
- (2) Indiquer le nom de la province ou de la commune
- (3) Si la province ou la commune désigne un délégué, cette case doit être complétée comme suit :
 - À côté de (4) : nom, prénom et adresse du représentant
 - À côté de (5) : adresse email à laquelle les instructions pour la vidéoconférence doivent être préalablement envoyées
 - À côté de (6) : biffer 3 des 4 mentions reprises
 - À côté de (7) : nom de la province ou commune dans laquelle le représentant exerce sa fonction.